

Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 58 (1978)
Heft: 4

Artikel: Situation de l'économie française à la veille de 1979
Autor: Pelletier, Robert
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-886478>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 18.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Situation de l'économie française à la veille de 1979

Bien que le rappel puisse être lassant, on ne peut analyser l'état actuel et les perspectives prochaines de l'économie française sans se référer à la crise de fin 1973. Comme la plupart des autres nations, la France a été profondément perturbée. Pour diverses raisons, l'économie française, cinq ans après, n'a pas encore complètement surmonté les difficultés d'adaptation qui ont découlé de cette crise.

C'est ce processus d'assainissement et de restauration des grands équilibres économiques qu'il convient de décrire, en tenant compte des tendances de fond qui sont soumises à une certaine inertie, et de la politique gouvernementale destinée à maîtriser et orienter ces processus.

Retour à l'équilibre extérieur et stabilisation du franc

La France a connu pendant la décennie d'avant la crise un solde commercial de biens et services constamment positif (en termes FOB-FOB) : le taux de couverture était passé de 101 en 1963 à plus de 104 en 1972 et 1973. La hausse du prix du pétrole a rompu cette progression : la facture énergétique extérieure a subi une poussée dramatique, de 18 milliards de francs en 1973 à 52 en 1974, et la progression des exportations n'a très évidemment pas pu offrir la contrepartie : le solde positif de la balance extérieure, de 7 milliards en 1973, s'est renversé en un déficit de 17 milliards. Si la stagnation économique de 1975 a permis de réduire le déficit énergétique à 46 milliards, et d'obtenir un solde général positif de 7 milliards, la reprise de 1976 (conséquence du plan de relance de fin 1975) en entraînant un taux de croissance de 4,7 %, a de nouveau fait croître le déficit énergétique à 61 milliards, et le déficit général à 20 milliards. La France semblait enfermée dans un dilemme : équilibre extérieur avec stagnation, ou croissance avec déficit. Il apparaissait que, du fait de la parité du franc à l'époque, du taux d'élasticité des importations à la croissance et d'une inflation persistante, l'économie française ne pouvait alors se payer le luxe d'une croissance forte et autonome.

Un plan d'assainissement en profondeur apparaissait nécessaire afin de briser ce cercle vicieux : l'objet ambitieux du « Plan Barre » de septembre 1976 était de rétablir l'équilibre extérieur et la stabilité du franc, de briser le processus inflationniste, tout en maintenant la croissance et en évitant toute réduction du niveau de vie.

Ses effets sur l'équilibre extérieur sont apparus dès 1977 : le déficit était réduit de moitié (— 9,7 milliards), avec sans doute un taux d'expansion réduit (+ 2,9 %) mais encore appréciable. Le progrès sera confirmé en 1978 ; sauf en janvier et en août, tous les mois ont été excédentaires : le solde annuel sera excédentaire de plus de 2 milliards, avec un taux de croissance économique de l'ordre de 3 %. Ceci a une signification importante : cela veut dire que grâce au progrès de ses exportations, la France est désormais capable de payer une facture énergétique correspondant à un taux de croissance d'au moins 3 %. C'est un résultat appréciable, obtenu plus vite que prévu. Mais il est évidemment insuffisant et l'effort doit être poursuivi, afin d'assurer un taux de croissance plus élevé sans déséquilibre extérieur.

Il faut ajouter que ce résultat a été obtenu avec une stabilité relative du franc. Sans doute celui-ci s'est-il dévalué par rapport aux monnaies fortes (franc suisse, deutschmark, yen) mais il s'est réévalué par rapport au dollar, à la livre, à la lire. Le taux de change relatif par rapport à une monnaie mondiale est stable depuis décembre 1977, et ne se trouve qu'à 9 % environ au-dessous du niveau de décembre 1969. Le franc a pu traverser sans grandes difficultés la période troublée des élections, ainsi que les graves remous monétaires internationaux qui se sont produits ces derniers temps. Il y a là une condition favorable au nouveau système monétaire européen, mais la participation du franc à ce système impose que l'effort de discipline ne se relâche pas.

Maîtrise progressive de l'inflation

Les tendances inflationnistes mondiales de 1972-1973 ont été exacerbées par la hausse du pétrole. En France la hausse des prix (calculée sur 12 mois) a bondi d'un taux de 8 % en fin 1973 à 15 % au début de 1975 ; puis, la récession aidant, ce taux est progressivement revenu aux environs de 9 % au début de 1976. Or, en fin 1978, malgré le plan d'assainissement, le taux est encore un peu supérieur à 9 %. Ce peu de progrès apparent a amené beaucoup de commentateurs à se demander si, sur ce point, il n'y avait pas un échec du Plan Barre.

Pour comprendre cette situation, une analyse plus fine, par grands secteurs est nécessaire. Les prix alimentaires ont subi les effets des fluctuations des prix internationaux,

de la sécheresse de l'été 1976 ; ils se sont envolés pour atteindre 15 % au milieu de l'année 1977. Depuis lors, un ralentissement progressif les a fait revenir au niveau de 7 %.

Les prix des produits manufacturés du secteur privé avaient atteint un taux exceptionnellement élevé en fin 1974 : 20 %. Après diverses fluctuations, ils se situent actuellement au niveau de 8,9 %, malgré la nouvelle politique de libération des prix industriels.

Enfin, les prix des services restent élevés et dépassent 10 %, mais leur comportement est étroitement lié aux salaires.

Un dernier élément explique l'évolution de l'indice du cours de 1978 : c'est le retour partiel à la vérité des prix dans le secteur public : d'importants relèvements de tarifs ont contribué à relever le niveau général des prix.

Il existe une certaine liaison (dans les deux sens), entre les prix et les salaires, du fait de la réglementation du salaire minimum et de la politique de relèvement des bas salaires, et du fait également de l'absence de liberté de licenciement (qui empêche de maîtriser les coûts salariaux). Prix et salaires forment un couple de fait, d'une certaine rigidité. Les salaires ont suivi une évolution analogue à celle des prix. Mais le niveau où se situe ce couple est encore trop élevé (plus de 12 % pour les salaires et plus de 9 % pour les prix) par rapport à celui qu'on observe en Suisse ou en RFA.

Que la tendance à la baisse du niveau de ce couple se soit arrêtée au milieu de 1978 ne doit pas faire conclure à un échec du Plan Barre : diverses circonstances non répétitives expliquent fort bien ce phénomène : les derniers indices montrent que la tendance est de nouveau à la décélération et que celle-ci devrait se poursuivre l'an prochain.

Une croissance ralentie mais en reprise

Malgré le plan d'assainissement, et malgré un contexte international assez peu favorable, notamment en Europe, la croissance économique s'est poursuivie en France, et s'est légèrement accélérée, passant de 2,9 % en 1977 à un peu plus de 3 % en 1978. Cette croissance a été essentiellement soutenue par la demande des ménages et l'exportation.

C'est peut-être une caractéristique de l'économie française : ces dernières années la demande des ménages n'a jamais fléchi ; au cœur de la crise, en 1975, elle a progressé de 3 %. Sans doute, ce taux est-il moitié moindre que durant les années 1971-1973, du moins les Français, dans leur ensemble, n'ont-ils jamais connu de baisse de leur niveau de vie, comme cela s'est vu ailleurs. Peut-être la relative austérité d'aujourd'hui est-elle le prix à payer : relative, car la consommation devrait tout de même progresser d'environ 3 % cette année. La demande d'automobiles est en particulier un des soutiens principaux de l'activité industrielle.

Malgré le contexte international peu favorable, le volume des exportations s'est accru de 6,3 % au cours des sept premiers mois, tandis que celui des importations ne progressait que de 4,2 % (en raison de la modération de la demande interne et de l'amélioration de la compétitivité). Ainsi, les exportations ont soutenu la croissance.

En revanche, la demande d'investissements, tant des ménages que des entreprises, est restée faible. La construction de logements est en ralentissement depuis plusieurs années ; la progression des investissements productifs privés sera faible, sinon nulle en 1978. Dans beaucoup de secteurs, les capacités actuelles paraissent amplement

suffisantes pour suivre la croissance modérée de la demande : le souci de compétitivité conduit à privilégier les investissements de productivité ; par ailleurs, l'amélioration de la situation financière des entreprises, si elle leur permet de réduire un endettement excessif, n'est pas suffisante pour qu'elles se lancent dans des projets importants et risqués, dans un contexte mondial instable.

La situation inégale des différents types de demande intérieure ou extérieure explique un des traits caractéristiques de la situation économique : le contraste entre des secteurs qui n'émergent pas du marasme, souvent mondial (sidérurgie, construction navale, chimie de base, fibres textiles, bâtiment) et les secteurs en expansion (informatique, matériel de bureau, automobile, aéronautique, etc.), ce qui n'est pas particulier à la France.

Une préoccupation majeure : l'emploi

La situation démographique est telle que la population active disponible est fortement croissante, et le restera encore plusieurs années. L'absorption de cette population nécessiterait un taux d'expansion très élevé. Or, les contraintes actuelles (balance extérieure, risque d'inflation, restructuration industrielle) ne permettent pas d'augmenter fortement et rapidement le taux de croissance sans déséquilibres. Il en résulte une insuffisante création d'emplois, même hors de l'industrie.

Le nombre de demandeurs d'emplois est de 1 285 000 en fin septembre. C'est un chiffre élevé, mais il ne faut pas oublier ce qu'il signifie exactement. En effet, il ne s'agit pas uniquement de chômeurs ayant perdu leur emploi : cette catégorie représenterait moins de la moitié, et il faut souligner que 40 % d'entre eux retrouvent du travail avant trois mois. Le reste est constitué principalement par des personnes à la recherche d'un premier emploi : soit des jeunes au sortir du système éducatif, soit des femmes qui veulent reprendre une activité. Enfin, il y a les personnes qui veulent tout simplement bénéficier des prestations sociales, et les actifs qui veulent changer d'emploi. La situation est donc beaucoup plus complexe qu'il n'apparaît de prime abord.

Par ailleurs, ce chiffre reflète une situation instantanée, et masque un phénomène de flux très important. En effet, le nombre de demandes nouvelles enregistrées chaque mois est d'environ 250 000 (20 % du stock). Comme le nombre total de demandeurs ne varie chaque mois que de quelques pourcents, cela signifie qu'un nombre à peu près équivalent de personnes trouvent un emploi au cours du mois. On ne se trouve donc pas en présence d'une situation rigide où il y aurait plus d'un million de chômeurs permanents, mais d'une situation très fluide qui est le reflet de l'importante restructuration de l'économie française, douloureuse certes pour beaucoup, mais inéluctable. Ce processus n'est pas achevé : la situation de l'emploi va rester tendue ces prochains mois, mais l'on peut penser que la poursuite de la croissance et le dégel prévisible de l'investissement vont contribuer à l'améliorer progressivement.

L'économie française se redresse lentement mais sûrement. La stabilité du franc, l'excédent du commerce extérieur, la modération récente des prix malgré la suppression des contrôles, et celle des salaires, sont des faits encourageants. Le taux de croissance est appréciable bien qu'encore insuffisant. Mais les incertitudes mondiales, notamment en ce qui concerne le prix de l'énergie et le système monétaire, conduisent à admettre qu'une politique prudente et rigoureuse reste de mise.